



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

téléphone

Question écrite n° 31520

Texte de la question

M. Kofi Yamgnane appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale sur les dangers potentiels présentés par l'utilisation de téléphones portables. Une étude récente réalisée par un oncologue suédois semble démontrer que le risque de tumeur au cerveau pourrait être multiplié par 2,5 du fait de l'utilisation d'un téléphone portable. Une étude américaine conclut dans le même sens, témoignant d'une sous-estimation actuelle des risques liés à cette pratique de communication. Enfin, en Angleterre, des expérimentations menées au sein de l'université de Bristol débouchent sur des conclusions également alarmistes. Le succès de la téléphonie portable dans toutes les couches de la population est un fait sans précédent. Aussi il lui demande si le Gouvernement envisage, face à ces résultats ou rumeurs alarmistes, de faire procéder à des études ou enquêtes permettant d'assurer l'ensemble de nos concitoyens de l'absence de risques liés à l'utilisation de leurs téléphones ou de les informer complètement de la dangerosité potentielle.

Texte de la réponse

Les effets sur la santé humaine des champs électromagnétiques générés par les installations électriques en général et les sources de radiofréquences en particulier, ont donné lieu depuis les années 60 à un nombre important d'études, dont les résultats ne sont pas toujours convergents. Deux effets ont bien été individualisés lors de l'exposition aiguë à des installations de forte puissance, l'effet thermique et l'existence de courants induits dans l'organisme des sujets exposés. Récemment a été publiée la recommandation européenne du 12 juillet 1999 qui s'appuie sur l'état des connaissances scientifiques actuelles. Le respect des valeurs limites proposées dans cette recommandation met le public totalement à l'abri de ces risques aigus. Cette recommandation doit servir de base à l'élaboration de la réglementation française. Il est légitime que l'on se pose des questions sur l'innocuité d'une technologie touchant une si vaste population. C'est pourquoi l'Organisation mondiale de la santé a chargé en 1998 le centre international de recherche contre le cancer de conduire une vaste étude épidémiologique dans 13 pays, dont la France, sur ce sujet. Les conclusions de cette étude seront connues en 2003. En France, le programme de recherche COMOBIO, d'une durée de deux ans, vient d'être lancé. Il associe 13 équipes de recherche et vise à évaluer les effets biologiques et sanitaires de l'utilisation des téléphones portables. Par ailleurs, il a été créé à la demande du Premier ministre un groupe de travail interministériel sur les radiofréquences. Il a pour but de suivre les différents programmes de recherche français et internationaux et de proposer, le cas échéant, de nouvelles orientations pour ces programmes et des évolutions de la réglementation si celles-ci s'avéraient nécessaires. Il s'est notamment fixé pour objectif d'élaborer dans les prochains mois un cahier des charges techniques des installations de stations de base de radiotéléphonie, avec l'appui du centre scientifique et technique du bâtiment. Ce cahier des charges s'appuiera en particulier sur l'état des connaissances scientifiques les plus récentes en ce domaine et sur les recommandations et normes pour l'exposition du public aux rayonnements électromagnétiques, notamment la recommandation européenne précitée.

Données clés

Auteur : [M. Kofi Yamgnane](#)

Circonscription : Finistère (6^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 31520

Rubrique : Télécommunications

Ministère interrogé : santé et action sociale

Ministère attributaire : santé et handicapés

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 14 juin 1999, page 3586

Réponse publiée le : 3 avril 2000, page 2230